AUX ELECTRICES ET ELECTEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DE BASTIA

Chers compatriotes,

Face à une Union dite des « gauches » de caractère purement électoral sans programme commun de gouvernement et qui a failli, nous mener à la **guerre civile**, les délégués de toutes les tendances de l'Union Démocratique d'Action Corse, ont considéré qu'il importait au premier chef, pour l'avenir de Bastia, de sa Région et de la République, de proposer une candidature unique. Nous avons eu l'honneur d'être choisis pour mener à bien cette mission.

QUI SOMMES-NOUS ?

Des Corses profondément attachés à la terre de leurs ancêtres. Des Corses comme vous, affrontés chaque jour aux problèmes fondamentaux qui se posent au département et à ses habitants. Des Corses qui, par leurs professions et leurs mandats communaux ou départementaux touchent du doigt chaque jour la grande misère de cette île depuis trop longtemps délaissée.

Des Français à part entière qui ne veulent pas assister, impassibles, au lent déclin de leur province et qui ne se résignent pas à ce que leurs enfants soient obligés de s'expatrier pour trouver des moyens d'existence.

A cet égard, nous tenons à affirmer que pour préserver le niveau d'emploi, nous continuerons de marquer la même vigilance qui nous a valu tout récemment d'obtenir que les entreprises insulaires ne soient pas exclues des grands marchés de travaux financés par l'Etat.

QUE VOULONS-NOUS ?

• SUR LE PLAN LOCAL :

Dans le cadre de la décentralisation EXIGER L'ERECTION DE LA CORSE EN REGION, AVEC SON PROPRE PROGRAMME D'EQUIPEMENT ET SON STATUT FISCAL PARTICULIER - département sous-équipé, la Corse a un énorme retard à rattraper sur les départements de la Région à laquelle elle est rattachée.

En concurrence avec eux pour la répartition des crédits du Plan, elle ne reçoit pas actuellement, en raison de sa faible population, la part qui lui est nécessaire pour combler son retard.

Il faut que le financement de ce programme soit pris en charge par l'Etat et non plus laissé comme c'est présentement le cas, à raison de 70 %, à la charge de la population insulaire.

Exiger le respect des Arrêtés Miot et du Décret impérial ;

Supprimer le handicap de l'insularité ;

Exiger la libre concurrence en matière de transports maritimes.

• SUR LE PLAN NATIONAL :

Défendre la République, les institutions et toutes les libertés républicaines ;

Exiger des réformes profondes de l'Université, de toutes les Administrations, des entreprises nationalisées et de la Sécurité sociale ;

Faire une véritable politique de la jeunesse avec droit de vote à 18 ans ;

Soucieux de préserver la Paix et d'assurer le progrès économique et social, nous voulons dans le maintien de l'indispensable indépendance nationale, favoriser une véritable unification de l'Europe qui, face aux géants qui dominent le monde, conditionne la réalisation de ce triple objectif.

• DANS LE DOMAINE SOCIAL :

NOUS VOULONS,

- un plus grand effort de justice en faveur des travailleurs, des retraités, des vieux et des familles;
- l'égalité des revenus des paysans (qui sont la force vive de la Nation), avec ceux des ouvriers et des fonctionnaires,
- une revision des tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui n'ont pas été ajustées aux variations du coût de la vie,
- la fixation en faveur des artisans, commerçants et professions libérales, d'un salaire minimum exonéré d'impôts,
- l'indemnisation des Rapatriés qui demeure un devoir de solidarité nationale et qui serait un acte de justice sociale,
- l'Amnistie générale ;
- une refonte des finances des Collectivités locales qui restitue à l'Etat les dépenses qui lui incombent et qui pèsent trop lourdement sur les budgets communaux,
- nous voulons enfin que soit mis un terme aux abus d'une technocratie et d'une bureaucratie stérilisantes, et tout particulièrement dans le domaine de l'Urbanisme.

Voilà chers compatriotes ce que nous sommes et les objectifs sur lesquels nous ferons porter notre effort si votre confiance nous appelait à représenter la Corse au Parlement.

Nous vous proposons un programme de Paix sociale et civique, nous semble-t-il raisonnable et honnête, qui tient compte des réalités dans lesquelles nous sommes tous plongés, que nous vivons avec vous, parce que nous sommes profondément enracinés dans ce département, par nos activités, notre famille, nos amitiés.

Nous aurions pu certes, vous faire des promesses mirobolantes, mais ce serait de la démagogie.

Plus simplement, nous nous engageons à mettre toute notre énergie au service de la Corse, de la France, de la République et des institutions républicaines.

Docteur GIACOMI

Pancho NEGRONI

IMP. INFORMATEUR - BASTIA